

Défendons le droit au logement, NON aux expulsions

25 mai 2021

Pour gagner ENSEMBLE, une vraie politique de LOGEMENT

Manifestons à LILLE, rendez-vous Grand Place

À 14h30 le samedi 29 mai 2021

Comme en 2020, la mobilisation des associations, syndicats et partis politiques a repoussé la fin de la trêve hivernale du 31 mars au 31 mai 2021. Dès le 1er juin, les mesures d'expulsions locatives, comme la remise à la rue de dizaines de milliers de sans-abri hébergés dans des foyers ou des hôtels vont donc reprendre. Si dans le parc social, les représentants des locataires peuvent être de réels remparts contre ces expulsions, dans le parc privé, y échapper est pratiquement impossible si la mobilisation générale ne s'y oppose pas. C'est autant vrai pour la remise à la rue des sans abri : **S'UNIR est indispensable pour défendre Le droit au logement pour TOUS.**

Se loger ne représente pas la même part dans le budget des familles, elle reste toujours aussi infime pour les plus riches alors qu'elle ne cesse d'augmenter chez les autres. Les plus pauvres consacrent 55% de leur budget à se loger, pour les plus aisés c'est aux alentours de 12 à 17%. Bien que reconnu comme besoin fondamental depuis les années 1980, le logement reste un bien de spéculation sponsorisé fiscalement par les gouvernements successifs. En France, les bidonvilles se multiplient, plusieurs millions de personnes sont mal-logées et/ou subissent des difficultés de logement (qu'il s'agisse de précaires énergétiques, de ménages subissant un prix du logement trop élevé ou menacés d'expulsion). Et c'est bien là le problème.

Des millions de personnes, de tous âges, travailleurs ou non, salarié-e-s, indépendant-e-s, avec ou sans papier, sont durement touchées par l'arrêt de nombreux secteurs économiques (restauration, tourisme, culture, loisirs, transports, commerce, artisanat, économie informelle.) décidée par le

Gouvernement. Beaucoup ont épuisé leurs économies lorsqu'ils en avaient, ont emprunté, ont fait appel à la solidarité alimentaire... afin de payer leur loyer ou leur traite.

Tout au long de la crise sanitaire, les milliardaires et les milieux de l'immobilier ont continué à s'enrichir, le Gouvernement s'est encore et encore attaqué aux droits des précaires, des chômeurs-ses, aux migrant-e-s, à notre protection sociale et à nos libertés pour mieux nous bâillonner....

Le Gouvernement a baissé les APL, réduit les aides à la construction de logements sociaux, encouragé la spéculation immobilière dans les quartiers populaires et poursuivi les grands projets spéculatifs (métropolisation, ANRU...). Face à la crise du logement aggravée par la crise sanitaire, le Gouvernement n'a pris aucune mesure réelle pour prévenir la catastrophe annoncée de la fin de la trêve hivernale 2021, puis celle de 2022.

Pour gagner ENSEMBLE, une vraie politique de LOGEMENT, la CGT et INDECOSA-CGT revendiquent :

- La construction de 200 000 logements sociaux adaptés et accessibles, et 50 000 logements étudiants,
- L'augmentation de l'aide à la pierre, L'arrêt des ventes et des destructions HLM,
- La réhabilitation massive de logements sans hausse de loyer,
- L'arrêt des expulsions, L'accès au logement décent et le maintien dans les lieux sans discrimination de nationalité et de situation sociale,
- Mise en œuvre la loi de réquisition des logements et bureaux vides,
- De ramener l'effort des ménages pour se loger (loyer + charges comprises) à 20% de leurs ressources,
- De lutter contre le logement cher avec une réelle politique d'encadrement des loyers et une obligation forte de l'application de la loi SRU dans chaque commune,
- De taxer les logements vides et les locaux inoccupés,
- D'instaurer un dispositif d'imposition combattant les plus-values immobilières et foncières spéculatives.
- La mise en place d'un véritable service public du logement

